

SECURITY
COUNCILCONSEIL
DE SECURITES/1380
25 août 1949
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

LETTRE EN DATE DU 19 AOÛT 1949 ADRESSÉE PAR LE REPRÉSENTANT
DU HAÏDERABAD AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

J'estime de mon devoir, la question du Haïderabad restant inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, et conformément à la position que j'ai adoptée et que j'ai définie dans la dernière communication que je vous ai adressée (S/1118, 14 décembre 1948), de fournir au Conseil de sécurité de plus amples renseignements sur cette affaire.

Le 16 septembre 1948, l'Inde a été accusée devant le Conseil de sécurité de se livrer à une agression contre le Haïderabad; le Conseil n'a jamais écarté cette accusation qu'il n'a, du reste, pas encore examinée. Par la suite, Sir Zafrullah Kahn a montré au Conseil que les ministres et des centaines d'autres habitants du Haïderabad étaient emprisonnés par les autorités indiennes et devaient passer en jugement, on ne sait trop pour quel crime, puisque ces personnes n'avaient fait que défendre leur pays contre une attaque illégale.

Je dois maintenant porter à votre connaissance que, contrairement aux déclarations publiques de l'actuel Gouvernement militaire du Haïderabad, d'après lesquelles Qasim Razvi et les ministres du Haïderabad bénéficieraient de toutes les facilités requises pour assurer leur défense, ce Gouvernement s'est jusqu'ici opposé à tous les efforts faits en vue de fournir une aide judiciaire à ces personnes, qui n'ont jamais recouvré la liberté depuis l'entrée des troupes indiennes dans le Haïderabad il y a environ un an. Sir Zafrullah Kahn a brièvement fait allusion à l'un de ces incidents (S/PV/426, pages 48-50). Sir Abdur Rahman a été juge de la Cour suprême de Madras et de Lahore, dans l'Inde d'avant le partage, et il a représenté l'Inde à la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine, en 1947. Il a été choisi comme principal avocat des ministres et de Qasim Razvi, mais le Gouvernement de l'Inde lui a refusé l'autorisation d'entrer au Haïderabad, sous prétexte qu'il était un ressortissant du Pakistan. Ceci se passait en mai 1949.

M. Venkata Chari, éminent avocat de Madras, et ressortissant de l'Inde, a été alors pris comme défenseur de Razvi, ce que la Haute cour a enregistré après lui avoir fait verser des droits se montant à 500 roupies. Néanmoins, le Gouverneur militaire est intervenu et a fait savoir à M. Chari qu'il

ne serait pas autorisé à assurer la défense de Razvi, puisque (d'après lui) Razvi ne voulait pas avoir recours à un avocat étranger. M. Chari a cherché à avoir une entrevue avec Razvi pour s'informer de la situation auprès de lui directement, mais il s'est vu refuser l'autorisation de le voir. Plus tard, la Cour suprême est revenue sur sa décision et elle a annulé son acte d'enregistrement, donnant comme raison le fait que M. Chari ne parlait pas l'ourdou (langue officielle du Haïderabad).

Le 19 juin, le Gouverneur militaire indien, au cours d'une conférence de presse, a déclaré (de manière inexacte que personne n'avait demandé à assurer la défense de Razvi et qu'il fournirait au défenseur éventuel toutes les facilités possibles. Le 20 juin, Malik Abdul Halim, un avocat de Lahore (Pakistan), a demandé à assurer la défense de Razvi. Je cite maintenant la lettre que M. Halim a adressée au journal DAWN (Karachi), le 14 juillet :

"La correspondance suivante que j'ai échangée avec le major général Choudhry, Gouverneur militaire du Haïderabad (Deccan), à propos de la défense de Syed Kasim Razvi, est révélatrice de la politique mesquine suivie par l'Inde en ce qui concerne le prétendu procès du chef Razakar.

Le 19 juin, le major général Choudhry, a déclaré, lors d'une conférence de presse, que personne n'avait demandé à assurer la défense dans l'affaire Syed Kasim Razvi, et qu'il fournirait au défenseur éventuel toutes les facilités possibles.

Le 20 juin, j'ai demandé à assurer la défense de Syed Kasim Razvi. Le 2 juillet, j'ai reçu une lettre recommandée, signée du major K.K. Singh, état-major du quartier général, Gouverneur militaire, Bolaram Residency, Deccan, me refusant l'autorisation d'assurer la défense de Syed Kasim Razvi.

Il est étrange de noter que le major général Choudhry a récemment répété sa déclaration antérieure, d'après laquelle personne n'a jusqu'ici demandé à assurer la défense de Syed Kasim Razvi.

Il appartient maintenant au public de juger dans quelle mesure s'accordent le contenu de la lettre que j'ai reçue et la déclaration faite publiquement à la presse par le major général Choudhry".

M. G.D. Roberts, K.C., avocat britannique qui a fait partie du Ministère public à Nuremberg, a été alors invité à défendre Mir Laikali, Razvi et plusieurs autres. Il s'est rendu à Haïderabad le 24 juillet, mais la Cour suprême a rejeté sa demande d'inscription pour le motif qu'il

ne savait pas la langue ourdoue. M. Roberts n'a même pas été autorisé à avoir une entrevue avec ses clients et, après quinze jours de vains efforts, il est retourné en Angleterre. A l'époque, le moyen présenté a été le fait que M. Pinto, Président du tribunal spécial constitué par le Gouverneur militaire, et M. Etn'raj, représentant du Ministère public, ignoraient l'un et l'autre la langue ourdoue; comme l'a dit le Times de l'Inde (Bombay, 4 août 1949), ce moyen a été rejeté pour le motif que les personnes en cause avaient été nommées par le Gouvernement. D'après d'autres journaux, les débats du tribunal doivent se dérouler en langue anglaise. Enfin, on peut ajouter aux faits précédents que la Cour suprême peut, à sa discrétion, suspendre l'application des règles concernant l'emploi de la langue ourdoue, et qu'elle l'a déjà fait un certain nombre de fois; on peut également ajouter que, parmi les éminents juristes qui ont été autorisés à assurer en anglais la défense de leurs clients devant les tribunaux du Haïderabad, ont figuré Erdly Morton, M. A. Jinnah, Sir Tej Bahadur Sapru, Bhulabhai Desai, Sir B.L. Mitter, Sir Alladi Krishnaswamy Aiyengar, et Sir Iqbal Ahmed. Le Sind Muslim Law College Union a adopté une résolution qualifiant ce prétexte de "ridicule". Elle a ajouté que les mesures prises par la Cour suprême "ont privé Syed Kasim Razvi du droit fondamental qu'il a d'être défendu par un avocat de son choix, et sont incompatibles avec tous les principes de justice et d'équité"; elle a demandé à l'International Bar Association et à d'autres associations du barreau d'examiner d'office cette situation.

Les indications qui précèdent, et d'autres preuves que je possède de l'arbitraire dont continuent à être victimes des fonctionnaires et des chefs du Haïderabad, proviennent de sources sûres et sont, dans nombre de cas, corroborées par les nouvelles de la presse. Je suis prêt à les exposer devant le Conseil de sécurité quand celui-ci reprendra l'examen de l'affaire du Haïderabad. A cet égard, je me permets d'attirer l'attention sur un malentendu touchant ma position, malentendu qui apparaît dans la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité lors de la 324^{ème} séance du Conseil, tenue le 15 décembre 1948 (procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, troisième année, n° 129, page 40). Le Président déclare à mon sujet "He had no intention of asking that the Haïderabad delegation should be represented at any future meeting"¹⁾

1) A aucune des séances futures.

which the Council might wish to devote to the matter". En réalité, comme il ressort du texte de ma communication (S/1031), j'avais déclaré :

"I do not propose to ask for the Delegation to be represented at the next meeting of the Council... (Je n'ai pas l'intention de demander que la délégation du Haïderabad soit représentée à la prochaine séance que le Conseil)²⁾. De même, dans ma Lettre reproduite sous la cote S/1118, j'ai affirmé "l'existence des pouvoirs de notre délégation telle qu'elle a été nommée à l'origine, ainsi que l'existence, sans limitation de durée, de son droit et de sa mission de défendre les intérêts du Haïderabad devant l'Organisation des Nations Unies".

Je vous prie, Monsieur le Président, d'agréer l'assurance de ma haute considération.

(signé) MOIN NAMAZ JUNG

Représentant du Haïderabad

2) L'observation du représentant du Haïderabad ne concerne pas le procès-verbal officiel français dont le texte est ainsi conçu : "il n'avait pas l'intention de demander que la délégation de Haïderabad soit représentée à la prochaine séance que le Conseil pourrait consacrer à l'examen de la question".